GROUPE D’ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES OEA/Ser.E

INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC) GRIC/O.3/doc.42/18

Troisième Réunion ordinaire de 2017 26 janvier 2018

2et 3 novembre 2017 Original: espagnol

Lima, Pérou

**RAPPORT FINAL**

L’Ambassadeur Antonio García Revilla, Coordonnateur national du Pérou pour le processus des Sommets et Président de la réunion, a souhaité la bienvenue aux distingués coordonnateurs nationaux du processus des Sommets, aux coordonnateurs nationaux adjoints, aux représentants permanents près l’OEA ainsi qu’aux délégués représentants des États qui participent au processus des Sommets.

 Au début de la réunion, le Président a soumis à l’examen de la salle le projet d’ordre du jour portant la cote [GRIC/O.3/doc.37/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/agenda_fr.doc) et le projet de calendrier portant la cote [GRIC/O.3/doc.38/17 Rev.2](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/calendar_fr.doc). N’y ayant pas de commentaires de la part des délégations, l’ordre du jour et le calendrier de la réunion, qui a été à caractère fermé, ont été adoptés.

1. **Allocution d’ouverture de l’Ambassadeur Antonio Garcia Revilla, Coordonnateur national du Pérou pour le processus des Sommets.**

L’allocution de l’Ambassadeur García Revilla a été publiée sous la cote [GRIC/O.3/INF.7/17.](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/revilla_fr.doc)

1. **Allocution du Secrétariat général de l’OEA.**

L’allocution prononcée par l’Ambassadeur James M. Lambert, Secrétaire aux questions continentales de l’OEA, a été publiée sous la cote [GRIC/O.3/INF.8/17.](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/lambert_fr.doc)

1. **Présentation du document relatif au second axe thématique “Corruption et développement durable”.**

Le document relatif au second axe thématique “Corruption et développement durable” a été publié sous la cote [GRIC/CA-VIII/doc.4/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/tema2_fr.doc) . Cet axe aura pour objectif d’explorer les effets de la corruption et du manque de transparence sur la jouissance effective des droits humains; la façon dont se déroulent les projets de développement dans la région et leurs opérations financières; enfin, comment augmenter l’investissement étranger dans la région. Vu la complexité de la question, le présent axe met en relief le fait que les mesures en faveur du développement durable contribuent à la lutte contre la corruption, dans la mesure où elles favorisent le renforcement des institutions et, par là, contribuent à prévenir les pratiques corrompues.

* 1. **Exposé de M. Roberto de Michele, Spécialiste principal, Banque interaméricaine de développement (BID)**

Dans son exposé, publié sous la cote [GRIC/O.3/INF.9/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/rdm_es.doc), monsieur Roberto de Michele a souligné l’importance accordée par la BID à la question de la corruption. Il a soutenu que les pays de la région ont connu de nombreux cas de corruption, ce qui a gravement affecté la perception et la confiance publiques en les gouvernements. Il a ajouté que l’investissement interne et externe diminue dans les pays où le taux de corruption est plus élevé, affectant la cote de crédit et la croissance économique. Bien que les effets de la corruption soient très palpables, ils sont encore difficiles à calculer, étant donné que la majorité des actes de corruption sont les manœuvres secrètes. Pour lutter contre la corruption, a-t-il soutenu, les pays de la région devraient focaliser leurs efforts sur trois facettes principales. Premièrement, freiner la bureaucratie, laquelle crée des opportunités de corruption. Deuxièmement, accroître le contrôle des ressources publiques, et enfin, renforcer les institutions et appliquer des normes internationales. Il a également ajouté l’attention qui doit être portée à la question de la démocratie, aux ressources publiques, aux normes internationales et aux acquisitions publiques. Il a réitéré que la BID appuie le Sommet des entrepreneurs des Amériques.

* 1. **Exposé de M. José Ugaz, Expert en lutte contre la corruption et ex-président de Transparence international**

Dans son exposé, publié sous la cote [GRIC/O.3/INF.9/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/ugaz_es.doc), monsieur José Ugaz a souligné la pertinence de la question comme thème central du Huitième Sommet. Son exposé a porté principalement sur les résultats d’une réunion d’experts en matière de corruption tenue à Lima les 30 et 31 octobre 2017, qui a réuni 32 experts de 10 pays. Il s’est référé à la grande occasion de traiter de la question à la lumière des scandales de corruption. Il a comparé la corruption à un cancer qui approfondit la pauvreté et qui empêche le développement de groupes en situation de vulnérabilité, y compris des femmes dans cette situation. Il a souligné la nécessité d’insérer les propositions dans des mécanismes existants dont une facette porterait sur la lutte contre la corruption. Au nombre des recommandations en matière d’instruments interaméricains contre la corruption, les experts ont proposé de mettre à jour la Convention interaméricaine contre la corruption, le renforcement du MESICIC et la promotion de normes internationales, notamment.

1. **Présentation du document relatif au troisième axe thématique “Aspects de coopération, institutionnalité internationale et partenariats publics-privés”**

Le document du troisième axe thématique “Aspects de coopération, institutionnalité internationale et partenariats publics-privés” a été publié sous la cote [GRIC/CA-VIII/doc.5/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/tema3_fr.doc)**.** À travers cet axe, on vise à présenter des options destinées à améliorer les institutions de lutte contre la corruption au niveau international. Les efforts portent principalement sur la réalisation d’un diagnostic des outils disponibles dans la région, ainsi que d’autres mécanismes élaborés par d’autres régions ou organismes internationaux auxquels ne participent pas les pays du Continent américain. Sous cet axe, on essaiera également d’analyser et de proposer la création de partenariats avec des organisations internationales, afin de partager des informations et des données pertinentes obtenues de leurs expériences dans la lutte contre la corruption.

* 1. **Exposé de M. Jorge García, Directeur du Département de la coopération juridique de l’OEA, sur le Mécanisme de suivi de la Convention interaméricaine contre la corruption (MESICIC). Il a été publié sous la cote**

Dans son exposé, qui a été publié sous la cote [GRIC/03/INF.11/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/mesicic_es.doc)**,** monsieur Jorge García a souligné que le MESICIC est un instrument de coopération horizontale entre les États, dont les domaines d’action incluent les suivants : la promotion de la coopération au moyen de l’analyse réciproque de la mise en œuvre de la Convention; la promotion de la coopération au moyen de l’analyse réciproque de la mise en œuvre de la Convention; des thèmes d’intérêt collectif, comme la responsabilité du secteur privé dans la lutte contre la corruption; la promotion du partage de bonnes pratiques, et l’élaboration d’outils de coopération juridique et technique au moyen de lois-types. Monsieur García a indiqué que malgré les progrès obtenus, le MESICIC est confronté à trois défis, y compris ceux associés au renforcement du cadre juridique, le manque d’indicateurs pour mesurer la corruption et le renforcement de la coopération internationale.

1. **Exposé de Mme María Fernanda Trigo, Directrice du Département pour l’efficacité dans la gestion publique de l’OEA, sur le Mécanisme de coopération interaméricaine pour une gestion publique efficace (MECIGEP). Il a été publié sous la cote**

Dans son exposé, qui a été publié sous la cote [GRIC/O.3/INF.12/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/mecigep_es.doc), madame María Fernanda Trigo a souligné, entre autres, l’importance de renforcer les institutions démocratiques dans la région. Elle s’est référée au fait que la démocratie est directement liée à la gestion publique effective, et que par conséquent il est nécessaire que son orientation politico-idéologique ou ses objectifs nationaux répondent de façon transparente, efficiente et effective aux demandes des citoyens. Elle a suggéré des initiatives concrètes en matière de gestion publique, dont une initiative interaméricaine pour des marchés publics ouverts, un programme interaméricain de données ouvertes pour lutter contre la corruption et la création d’un engagement interaméricain en matière d’intégrité publique. Elle a terminé en disant que la participation citoyenne aux programmes de formation contribue au renforcement des institutions publiques, afin qu’elles soient plus transparentes et plus effectives.

1. **Dialogue entre les délégations concernant les axes thématiques**

Le Président du GRIC, l’Ambassadeur Antonio García Revilla, a cédé la parole aux délégations, pour qu’elles puissent faire des commentaires et des réflexions.

Les délégations ont fait connaître leurs progrès les plus importants dans la lutte contre la corruption au cours des dernières années.

Les délégations se sont entendues que l’accès à l’information est un outil essentiel pour lutter contre la corruption de même qu’un droit humain. Plusieurs des délégations ont exprimé la nécessité de partager l’information et de créer une boîte à outils pour lutter contre la corruption. Elles ont souligné les domaines de reddition de comptes, des marchés publics, du financement des campagnes électorales et de la protection des informateurs en matière de corruption, y compris les journalistes, comme étant les domaines les plus importants.

Elles ont souligné l’importance de renforcer et d’appliquer les normes, les mécanismes et les conventions régionales et internationales qui existent déjà. La majorité des délégations ont convenu qu’il n’était pas nécessaire de créer de nouvelles institutions ou de nouveaux mécanismes contre la corruption, mais d’évaluer leur mise à jour. Plusieurs délégations ont parlé de l’importance de renforcer la CICC et le MESICIC. On a souligné la nécessité d’homogénéiser les lois nationales, pour que quand il y a diverses juridictions il n’y ait pas de désaccorda entre les pays, empêchant de nouveaux accords. Les pays de la Caraïbe ont souligné qu’il leur est difficile de mettre en œuvre de nouvelles lois en matière de lutte contre la corruption, étant donné que nombre d’entre eux ne disposent pas des ressources ou des institutions gouvernementales nécessaires pour mettre en œuvre de nouveaux mandats.

On a soutenu que bien que la région dispose d’outils et de mécanismes pertinents pour lutter contre la corruption, le défi le plus important est que les pays ne disposent pas de lois adéquates pour lutter contre ce fléau. On a fait allusion à la triple thérapie. Par conséquent, les pouvoirs de l’État doivent entreprendre des mesures concrètes pour lutter contre la corruption. On a souligné que l’un des défis les plus importants au Septième Sommet serait la mise sur pied d’indicateurs adéquats pour mesurer les progrès en matière de corruption.

Enfin, les délégations ont estimé que la corruption détruit le caractère démocratique d’une société et de ses institutions, étant donné qu’elle est le principal obstacle au développement économique et social d’un pays. Elles ont parlé de l’importance de faire porter leurs efforts sur le développement durable, entre autres, étant donné son lien avec les droits de la personne. Quant à la question des droits de la personne, on a indiqué que la participation des femmes aux postes de leadership et à l’éducation civique peut avoir un effet positif sur les efforts consentis contre la corruption. Certaines délégations ont aussi fait part de leur préoccupation quant au lien que l’on établit dans les discussions entre les droits de la personne et la corruption.

1. **Présentation de facettes organisationnelles et logistiques du Huitième Sommet des Amériques, par l’Ambassadeur Julio Muñoz, Président du Groupe de travail du Huitième Sommet des Amériques.**

Détails logistiques du Huitième Sommet des Amériques. L’exposé de l’Ambassadeur Muñoz a été publié sous la cote [GRIC/O.3/INF.13/17](http://scm.oas.org/pdfs/2017/SUMMIT/CMBRS01488.pptx)

1. **Commentaires préliminaires de la société civile, des acteurs sociaux et du Troisième Sommet des entrepreneurs des Amériques.**

Le Président du GRIC, l’Ambassadeur García Revilla, a sonné le début de la troisième séance plénière, dans laquelle des représentants d’organisations de la société civile ont présenté les résultats de consultations virtuelles et présentielles effectuées dans le Continent américain avec la participation de la société civile et d’acteurs sociaux, organisées par le gouvernement du Pérou et le Secrétariat aux Sommets. Cette séance plénière a été suivie d’interventions du Dialogue patronal et du Fonds pour les jeunes entrepreneurs des Amériques (YABT), en représentation du secteur privé et de la jeunesse des Amériques, respectivement.

1. **Présentation des recommandations de la société civile et des acteurs sociaux (consultations nationales et forum virtuel), par des représentants de la société civile**

Consultations nationales : Un résumé des résultats et recommandations de 30 consultations nationales convoquées et organisées par le Gouvernement du Pérou et le Secrétariat aux Sommets, avec la collaboration de la Section des relations avec la société civile et les Bureaux hors siège de l’OEA, a été présenté à la demande du Secrétariat aux Sommets, par madame Carola Tello (Proposition citoyenne), l’une des animatrices de la consultation nationale du Pérou.

Les consultations nationales ont été effectuées pendant la semaine du 23 octobre 2017 et ont eu pour objectif d’offrir aux organisations de la société civile et aux acteurs sociaux participants l’occasion de réfléchir, de partager des idées et de formuler des recommandations sur le thème du Huitième Sommet des Amériques : “la gouvernance démocratique face à la corruption” et ses trois axes thématiques. En tout, 408 organisations de la société civile y ont participé, y compris des acteurs sociaux. Le résumé des recommandations a été publié sous la cote : [GRIC/O.3/INF.14/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/nat_cons_es.doc). Le document complet de recommandations peut être trouvé à l’adresse : <http://scm.oas.org/pdfs/2017/SUMMIT/CMBRS01483S.doc><http://scm.oas.org/doc_public/SPANISH/HIST_17/CMBRS01483S02.DOC>

Forum virtuel : Le forum virtuel s’est tenu du 9 au 25 octobre 2017. Il a été convoqué et coordonné par le Secrétariat aux Sommets des Amériques ainsi que par le Gouvernement du Pérou. Des représentants de la société civile et des acteurs sociaux de 18 États participant au processus des Sommets y ont participé. Par ce forum, ces acteurs ont partagé un espace de dialogue et d’échange d’idées relativement à la problématique de la corruption et à son incidence sur la gouvernance démocratique, dont les conclusions ont ensuite été partagées avec les États. Les recommandations du forum ont été présentées par son animateur, M. Luis Egúsquiza, et ont été publiées sous la cote : [GRIC/O.3/INF.17/17](http://www.summit-americas.org/sirg_meet_2017_es.html)

1. **Exposé du dialogue patronal**

Les recommandations préliminaires du Dialogue patronal ont été rédigées par M. Camilo Fernández de Soto, Spécialiste en intégration et commerce de la BID, et par des représentants du Dialogue patronal, et ont été publiées sous la cote : [GRIC/O.3/INF.15/17](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/idb_es.doc). Elles comprenaient des recommandations sur les thèmes examinés par les dix groupes de travail du Dialogue patronal, qui, outre le thème de la transparence, comprenaient : facilitation du commerce, infrastructure, commerce et économie numérique, capital humain et innovation, finances, énergie, ressources naturelles, agro-entreprises, coopération en matière de règlements et transport.

1. **Exposé du Forum des jeunes**

La présentation des recommandations préliminaires du YABT a été effectuée par les jeunes Edgard Maestre (Panama), Sayuri Shaquihama (Pérou) et Anahí Espinoza (Mexique), en représentation du Fonds pour les jeunes entrepreneurs des Amériques (YABT). Ces recommandations ont été publiées sous la cote : [GRIC/O.3/INF.16/17.](http://www.summit-americas.org/SIRG/2017/110217/yabt_es.doc) Dans son exposé, le YABT a souligné que la diversité a été l’un des principaux succès des consultations auprès des jeunes. Les jeunes ont confiance en la prévention et la reddition de comptes comme façons de mitiger les problématiques de corruption ainsi que les questions qui en relèvent. Ils ont souligné l’éducation comme étant un outil vital pour former des personnes ayant les compétences nécessaires pour se convertir en auditeurs sociaux. Le YABT s’est référé au Sommet comme étant un jalon historique qui met en lumière des obstacles menaçant la gouvernance démocratique, comme le problème de la corruption. Le YABT a réitéré son engagement envers les Objectifs de développement durable et la nécessité de convertir les mandats du Sommet en instruments permettant de progresser vers la prospérité.

1. **Commentaires des délégations aux exposés de la société civile et des acteurs sociaux**

Les délégations ont souligné que la corruption constitue un obstacle au développement socio-économique et à la prospérité d’un pays, représentant un empêchement pour l’atteinte des objectifs de développement durable du Programme 2030.

Les délégations ont reconnu que de nombreuses lois dans les Amériques sont imparfaites et sont rédigées de telle façon qu’elles peuvent créer des incitatifs afin que se produisent des actes de corruption. Quelques-unes ont soutenu que la corruption devrait être abordée tant depuis la perspective du corrompu que de celui qui corrompt.

On a souligné le rôle important et la contribution de la société civile et des acteurs sociaux pour lutter contre la corruption dans les Amériques. On s’est entendus pour dire que le dialogue entre la société civile, y compris les jeunes et le secteur privé, revêt une importance capitale dans la lutte contre ce fléau et dans le renforcement des institutions démocratiques, y compris le cadre normatif correspondant.

Les délégations ont également souligné que les partenariats bilatéraux et multilatéraux aux niveaux sous-régional, régional et international sont importants pour le succès des mesures de lutte contre la corruption.

1. **Réflexions finales, autres questions et clôture de la réunion.**

L’Ambassadeur Antonio García Revilla s’est déclaré très satisfait du niveau de dialogue atteint au cours de la réunion. Il a soutenu qu’il est plus facile maintenant d’identifier les éléments qui feront partie d’un unique document qui sera présenté en temps opportun. Il a indiqué qu’il s’agit d’un effort collectif, appuyé par des experts et d’autres acteurs, ce qui a aidé à faire mûrir les réflexions et les discussions. C’est le résultat de l’évolution d’un processus qui deviendra une négociation, dont l’un des produits devrait être un document contenant des mesures concrètes, qui puisse ensuite être présenté aux chefs d’État et de gouvernement pour obtenir leur consensus.

L’étape suivante du processus comprend :

* 8 décembre 2017: Date limite pour que les délégations fassent parvenir leurs opinions et commentaires concrets. Le document que la Présidence mettra à la disposition contiendra des mesures concrètes visant à amener un consensus; des mesures immédiates urgentes relative au fléau qu’est la corruption.
* Mi-janvier 2018: la Présidence du GRIC mettre à la disposition des États la proposition de document qui servira de base pour le prochain GRIC.
* 8 et 9 février 2018: GRIC de négociation. Lima (Pérou).

N’y ayant pas de commentaires additionnels de la part des délégations, le Président du GRIC a remercié les organisations du Groupe de travail mixte des Sommets pour leur participation, de même que les délégations des pays participants au processus des Sommets. Il a déclaré la réunion fermée le 3 novembre à 14 heures.

Galerie de photos : <https://www.flickr.com/photos/cancilleriadeperu/sets/72157687957606851>

CMBRS01515F04